

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

22 MARS 2007

Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
ET LA DÉLÉGATION DU SÉNAT
DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL
CHARGÉ DES QUESTIONS
EUROPÉENNES
PAR
**MME HERMANS ET
M. VAN DEN BRANDE**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

22 MAART 2007

Voorstel van resolutie tot invoering van een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR
VROUWEN EN MANNEN EN
DE DELEGATIE VAN DE SENAAAT
BIJ HET FEDERAAL ADVIESCOMITÉ
VOOR
EUROPESE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
**MEVROUW HERMANS EN
DE HEER VAN DEN BRANDE**

Composition du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes / Samenstelling van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen :

Présidente / Voorzitter : Fatma Pehlivan.

Membres / Leden :

SP.A-SPIRIT
VLD
PS
MR
CD&V
Vlaams Belang
CDH

Mimount Bousakla, Christel Geerts, Fatma Pehlivan.
Stéphanie Anseeuw, Margriet Hermans, Annemie Van de Casteele.
Jean Cornil, Olga Zrihen.
Jihane Annane, Jean-Marie Cheffert, Nathalie de T' Serclaes.
Sabine de Bethune, Elke Tindemans.
Yves Buysse, Nele Jansegers.
Clotilde Nyssens.

Composition du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes / Samenstelling van het Adviescomité voor Europese aangelegenheden :

Président / Voorzitter : Philippe Mahoux (S).

SÉNAT / SENAAAT**Membres / Leden :**

SP.A-SPIRIT
VLD
PS
MR
CD&V
Vlaams Belang

Staf Nimmegeers, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Stefaan Noreilde.
Pierre Galand, Philippe Mahoux.
Nathalie de T' Serclaes, François Roelants du Vivier.
Luc Van den Brande.
Karim Van Overmeire.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Fatma Pehlivan, Lionel Vandenberghe.
Pierre Chevalier, Luc Willems.
Jean Cornil, N.
Jihane Annane, Alain Destexhe.
Jan Steverlyncx.
Frank Creyelman.

Voir :

Documents du Sénat :

3-2035 - 2006/2007 :

N° 1 : Proposition de résolution de M. Mahoux et Mmes Zrihen et Lizin.

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-2035 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de heer Mahoux en de dames Zrihen en Lizin.

I. INTRODUCTION

La proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée a été déposée le 24 janvier 2007. Le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes l'a examinée au cours de ses réunions des 7, 14, 21 et 22 mars 2007. Étant donné l'importance de la dimension européenne du texte, il a été décidé au cours de la réunion du 7 mars de poursuivre la discussion de la proposition de résolution avec la délégation du Sénat au Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes. M. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, M. Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes, et M. Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ont participé à la discussion.

Lors de la réunion du 14 mars, le Comité pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et le Comité fédéral d'avis pour les Affaires européennes ont décidé de faire rapport en commun.

En outre, le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes rédigera un avis à l'intention de la commission des Affaires sociales.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE m. MAHOUX ET DE MME ZRIHEN, AUTEURS DE LA PROPOSITION DE RÉOLUTION

M. Mahoux explique que le constat d'une inégalité réelle entre les hommes et les femmes dans l'ensemble de l'Union européenne est à l'origine de la présente proposition de résolution. Cette inégalité suscite l'indignation, parce qu'il n'est pas normal que des inégalités pénalisantes existent. Par conséquent, les auteurs de la résolution proposent d'agir afin d'apporter des modifications fondamentales tant sur le plan de l'Union européenne que sur celui de chaque État membre.

À cet égard, il faudrait faire un inventaire, dans l'ensemble des législations des États membres, des clauses qui sont les plus favorables aux femmes. Prendre les clauses les plus favorables permettrait de corriger les inégalités de genre.

En guise d'exemple, certains pays européens ont réussi à mettre en pratique l'égalité absolue des salaires. Si cela devenait une réalité dans l'ensemble des États membres, ce serait très positif.

I. INLEIDING

Het voorstel van resolutie tot invoering van een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw is ingediend op 24 januari 2007. Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen heeft dit voorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 7, 14 en 21 maart 2007. Gelet op de belangrijke Europese dimensie werd op de vergadering van 7 maart besloten het voorstel van resolutie verder te bespreken samen met de delegatie van de Senaat bij het Federaal Adviescomité voor de Europese Aangelegenheden. Ook de heer Dupont, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke kansen, de heer Donfut, staatssecretaris voor Europese Zaken en de heer Pasteel, directeur van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, waren bij de bespreking aanwezig.

Op de vergadering van 14 maart beslisten het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen en het Federaal Adviescomité voor Europese aangelegenheden om gezamenlijk een verslag uit te brengen.

Bovendien zal het Adviescomité voor de gelijke kansen voor vrouwen en mannen een advies formuleren ter attentie van de commissie voor de Sociale aangelegenheden.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER MAHOUX EN MEVROUW ZRIHEN, INDIENERS VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De heer Mahoux legt uit dat dit voorstel van resolutie voortvloeit uit de vaststelling dat er een reële ongelijkheid tussen mannen en vrouwen bestaat in de hele Europese Unie. Deze ongelijkheid roept verontwaardiging op omdat het niet normaal is dat er nadeel berokkenende ongelijkheden bestaan. De auteurs van de resolutie stellen dan ook voor om in dit verband op te treden en fundamentele wijzigingen door te voeren zowel op het niveau van de Europese Unie als op dat van elke lidstaat.

In dit opzicht zou er voor de gehele wetgeving van de lidstaten een inventaris moeten worden gemaakt van de clausules die het gunstigst zijn voor vrouwen. Door de gunstigste clausules uit te kiezen, kunnen geslachtsgebonden ongelijkheden worden bijgestuurd.

Zo zijn sommige Europese landen er bijvoorbeeld in geslaagd een absolute loongelijkheid te bewerkstelligen. Indien die in alle lidstaten zou kunnen worden tot stand gebracht, zou dat een zeer goede zaak zijn.

Un autre exemple concerne les problématiques éthiques, où l'on rencontre des différences essentielles en matière de législation. Les sénateurs sont conscients qu'une série de dispositions législatives à l'intérieur des États membres relève bien évidemment des États membres, et pas toujours du niveau communautaire. Ils ne souhaitent pas que l'Union européenne s'investisse, par rapport à toute une série de problèmes éthiques, de compétences qui lui permettraient d'imposer à l'ensemble des États membres des dispositions qui sont plus restrictives en matière éthique que la présente proposition de résolution.

Ensuite, Mme Zrihen déclare que cela fait des années que, dans les systèmes juridiques des différents États membres de l'Union, on s'efforce de trouver des dispositions qui permettraient de faire progresser la situation de la femme. Dans le même temps, on ne cesse de répéter que chaque habitant de l'Union européenne devrait prendre conscience du droit à l'égalité des femmes et des hommes. Le mieux est que ce droit soit coulé dans un cadre juridique. Cela s'est fait au cours des dernières décennies, notamment, pour le droit de vote, le droit à l'exercice d'une activité professionnelle sans devoir obtenir l'autorisation du conjoint et le droit à exercer l'autorité parentale sur un pied d'égalité avec le père.

Malgré ces acquis importants, le travail est loin d'être achevé. Il reste à prendre encore beaucoup d'initiatives si l'on veut aboutir au niveau européen à des règles de droit homogènes garantissant dans chaque domaine un traitement égal des femmes et des hommes.

De nouvelles approches et de nouvelles stratégies sont développées sur la base de cette constatation. Le projet des auteurs de la proposition de résolution est d'aboutir à un statut juridique uniforme pour la femme européenne. Ce principe d'uniformité devrait permettre de s'aligner sur les clauses les plus favorables existant dans les différents pays de l'Union européenne et, par là, d'influencer de manière directe la vie de 240 millions d'Européennes.

On nous pose parfois la question de savoir pourquoi on continue à insister tellement sur les droits de la femme. N'a-t-on pas, en effet, déjà réalisé tant de choses? Les faits et les statistiques montrent toutefois que les discriminations les plus importantes n'ont nullement disparu. En période de récession économique, par exemple, les femmes sont toujours touchées plus durement que les hommes. Le chômage, la pauvreté, l'endettement et la violence familiale ont une chose en commun : ce sont surtout les femmes qui en sont victimes.

Cependant, un progrès important a été enregistré au niveau européen. La base juridique de l'égalité entre les femmes et les hommes a été créée. Une Europe qui ne prêterait aucune attention aux femmes ne serait

Een ander voorbeeld betreft de ethische problemen, waarbij men essentiële verschillen inzake wetgeving vaststelt. De senatoren zijn er zich van bewust dat tal van wetgevingsbepalingen binnen de lidstaten uiteraard tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren en niet altijd tot het communautaire niveau. Ze willen niet dat de Europese Unie met betrekking tot een hele reeks ethische problemen bevoegdheden verwerft waarmee ze alle lidstaten bepalingen kan opleggen die op ethisch vlak restrictiever zijn dan dit voorstel van resolutie.

Mevrouw Zrihen merkt op dat er al gedurende jaren in de rechtssystemen van de verschillende Unie-leden gezocht wordt naar bepalingen die de situatie van de vrouw kunnen vooruithelpen. Tevens wordt er op gehamerd dat elke inwoner van de Europese Unie zich bewust zou zijn van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen. Dit recht wordt best in een juridisch kader gegoten. Dit gebeurde de laatste decennia onder meer voor het stemrecht, het recht op het uitoefenen van een professionele activiteit zonder de toestemming van de echtgenoot te moeten vragen en het recht om op gelijke voet met de vader de ouderlijke macht te mogen uitoefenen.

Ondanks deze belangrijke stappen is het werk verre van voltooid. Er zijn nog veel initiatieven nodig om op Europees niveau homogene rechtsregels te krijgen die op elk gebied een gelijke behandeling van vrouwen en mannen garanderen.

Op basis van deze vaststelling worden nieuwe benaderingen en nieuwe strategieën ontwikkeld. De auteurs van het voorstel van resolutie trachten een eenvormig juridisch statuut te bekomen voor de Europese vrouw. Dit zou de mogelijkheid moeten geven zich te conformeren aan de meest begunstigde clausules die in de verschillende landen van de Europese Unie bestaan ten voordele van de vrouwen en daardoor een rechtstreekse invloed hebben op de levens van de 240 miljoen Europese vrouwen.

Soms wordt de vraag gesteld waarom er nog steeds zoveel nadruk wordt gelegd op de rechten van de vrouw. Er is immers al zoveel gerealiseerd? De feiten en de statistieken tonen echter aan dat de belangrijkste discriminaties onverminderd doorgaan. In geval van een economische recessie bijvoorbeeld, worden vrouwen steeds harder getroffen dan mannen. Werkloosheid, armoede, schulden en familiaal geweld hebben één ding gemeen: vooral vrouwen zijn er het slachtoffer van.

Toch is er op Europees gebied al belangrijke vooruitgang geboekt. Op juridisch gebied werd de basis gelegd van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen. Een Europa zonder aandacht voor vrouwen zou slechts een

qu'une enveloppe sans âme, non viable. Depuis 1957, l'Europe offre dans le Traité de Rome un cadre juridique et, depuis lors, d'innombrables initiatives ont été déployées dans le cadre de l'égalité des chances.

Mme Zrihen souligne également le rôle pionnier joué par la Suède, qui a été reconnue en 1995 par l'ONU comme le pays le plus égalitaire au monde. La situation de la Suède devrait être prise en exemple par les autres pays européens.

La Belgique aussi a ses lois pour combattre la discrimination à l'égard des femmes. La loi anti-discrimination entend mettre un terme à une discrimination liée au sexe et l'article 10 de la Constitution consacre l'égalité de principe des femmes et des hommes. En outre, la Belgique a été l'un des premiers États au monde à inscrire dans la loi le principe de *gender mainstreaming*.

Il reste cependant encore beaucoup à faire. Le fait que l'avortement soit encore considéré comme un crime dans certains États membres de l'Union européenne est une donnée inquiétante.

Cette réalité souligne aussi l'importance d'avoir au niveau européen un modèle juridique qui puisse ensuite servir d'exemple ou de source d'inspiration pour les femmes des autres continents. La clause de l'Européenne la plus favorisée a été conçue par Gisèle Halimi et son association « Choisir la cause des femmes ». Elle s'emploie à promouvoir cette idée dans tous les pays européens. Les règles les plus favorables de chaque État membre de l'Union européenne devraient servir de base de départ pour le statut juridique. Les auteurs du texte entendent harmoniser la situation de l'Européenne au plus haut niveau en choisissant dans tous les domaines pensables la législation qui est la plus développée et qui offre aux femmes le plus de liberté. On ne demande donc pas des privilèges, mais seulement une égalité de traitement à part entière.

Pour pouvoir réaliser cet objectif, la résolution demande au gouvernement fédéral de charger l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de réaliser une étude visant à analyser et à répertorier les dispositions législatives et réglementaires les plus progressistes et les plus favorables aux femmes en Belgique.

Au niveau européen, un travail identique serait effectué par le nouvel Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous demandons également qu'il soit plaidé au niveau européen en faveur de l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres relatives aux droits de la femme et pour que l'attention voulue soit réservée à cette question lors des prochaines négociations sur le Traité constitutionnel européen, auquel il convient d'associer aussi un plus grand nombre de femmes.

zielloos en niet levensvatbaar omhulsel zijn. Sinds 1957 biedt Europa in het Verdrag van Rome een juridisch kader en er werden sindsdien talloze initiatieven ontvouwd in het kader van de gelijke kansen.

Mevrouw Zrihen wijst ook op de voortrekkersrol van Zweden, dat in 1995 door de VN werd erkend als meest egalitaire land ter wereld. De situatie in Zweden zou als voorbeeld moeten dienen voor de andere Europese landen.

Ook België heeft wetten om discriminatie tegen vrouwen te bestrijden. De antidiscriminatiewet wil een einde maken aan geslachtsgebonden discriminatie en artikel 10 van de Grondwet bekrachtigt de principiële gelijkheid van mannen en vrouwen. Bovendien heeft België, als één van de eerste staten van de wereld, het beginsel van de «gendermainstreaming» in de wet vastgelegd.

Toch blijft er veel werk voor de boeg. Het feit dat abortus nog steeds als een misdaad wordt beschouwd in verschillende lidstaten van de Europese Unie, is een verontrustend gegeven.

Dit toont ook het belang aan van een juridisch model op Europees niveau, dat vervolgens als voorbeeld of inspiratiebron kan dienen voor vrouwen van andere continenten. De clause van de meest begunstigde Europese vrouw werd ontwikkeld door Gisèle Halimi en haar vereniging « Choisir la cause des femmes ». Zij promoot het idee in alle Europese landen. De meest begunstigende regels van elke lidstaat van de Europese Unie zouden als vertrekbasis voor het juridische statuut dienen. De indieners van de tekst willen de situatie van de Europese vrouw harmoniseren op het hoogste niveau door op alle denkbare vlakken te kiezen voor de wetgeving die het meest ontwikkeld is en de vrouwen de meeste vrijheid biedt. Er worden dus geen privileges gevraagd, maar enkel een volwaardig gelijke behandeling.

Om dit te kunnen realiseren, vraagt de resolutie aan de federale regering om het Instituut voor de gelijkheid van mannen en vrouwen een studie te laten uitvoeren die ertoe strekt een analyse en een lijst te maken van de meest vooruitstrevend en vrouwvriendelijke wet- en regelgeving in België.

Op Europees niveau zou ditzelfde werk geleverd kunnen worden door het nieuwe Europese Instituut voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen.

Ook wordt gevraagd op Europees niveau te pleiten voor de harmonisering van de wet- en regelgeving van de lidstaten betreffende de rechten van de vrouw en hiervoor de nodige aandacht te schenken bij de volgende onderhandelingen over het Europees Grondwettelijke Verdrag, waarbij ook meer vrouwen moeten worden betrokken.

Enfin, les parlementaires européens sont encouragés à s'investir en vue de faire aboutir cette clause de l'Européenne la plus favorisée.

III. AUDITIONS

A. Exposé de M. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances.

M. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, se déclare d'accord avec le constat des inégalités, l'indignation qui en découle et le souhait d'aligner les législations européennes sur les législations les plus favorables. Il faudra porter la présente résolution au niveau européen avec les particularités des institutions et des pays membres.

Afin d'éliminer les inégalités à l'égard des femmes européennes, il est évidemment souhaitable que les États membres s'alignent par exemple sur l'Espagne en matière de violences faites aux femmes, sur les pays scandinaves pour l'égalité salariale et sur la Belgique pour la loi sur le *gender mainstreaming*.

Afin d'aligner les législations européennes, il est peut-être possible de travailler selon la méthode ouverte de coordination, qui peut offrir plus de garanties, même si elle est moins rapide.

B. Exposé de M. Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes

La proposition de résolution à l'examen apporte une dynamique intéressante et pourrait permettre d'améliorer l'analyse de la situation européenne. Un inventaire réalisé par l'Institut sur les législations européennes afin de dégager les législations les plus avancées pourrait également s'avérer être profitable.

En ce qui concerne la faisabilité au plan européen, M. Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes, rappelle que l'égalité entre hommes et femmes est reprise comme droit fondamental dans les Traités. L'affirmation existe donc au niveau européen. Néanmoins, la mise en application et l'harmonisation pourraient poser problème.

L'Europe a beaucoup travaillé sur la Stratégie de Lisbonne. Pour des raisons d'amélioration du marché du travail, le fait de pouvoir rendre l'Europe plus compétitive inclut obligatoirement que la femme puisse jouer un rôle aussi important que l'homme dans le marché du travail, dans la manière de s'intégrer dans les entreprises et les services publics.

Ten slotte worden de Europese parlementsleden aangemoedigd te ijveren voor de realisatie van de meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw.

III. HOORZITTINGEN

A. Uiteenzetting door de heer Dupont, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke kansen

De heer Dupont, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, is het eens met de vaststelling dat er ongelijkheden bestaan, de verontwaardiging hierover en de wens om de Europese wetgeving in overeenstemming te brengen met de meest gunstige wetgeving. Deze resolutie moet naar het Europese niveau worden getild, en rekening houden met de specifieke kenmerken van de instellingen en de lidstaten.

Om de ongelijkheden ten opzichte van de Europese vrouw weg te werken, is het natuurlijk wenselijk dat de lidstaten zich bijvoorbeeld aanpassen aan Spanje inzake geweld tegen vrouwen, aan de Scandinavische landen voor loongelijkheid en aan België voor de wet op *gender mainstreaming*.

Om de Europese wetgeving te harmoniseren, kan er misschien worden gewerkt volgens de open coördinatiemethode, die meer garanties kan bieden, ook al is ze minder snel.

B. Uiteenzetting door de heer Donfut, staatssecretaris voor Europese Zaken

Het voorliggende voorstel van resolutie biedt een interessante dynamiek en zou de analyse van de Europese situatie kunnen verbeteren. Een inventaris van het Instituut over de Europese wetgeving om de meest geavanceerde wetgeving in kaart te brengen, zou ook zeer nuttig kunnen blijken.

Wat de haalbaarheid op Europees vlak betreft, herinnert de heer Donfut, staatssecretaris voor Europese Zaken, eraan dat de gelijkheid tussen mannen en vrouwen een fundamenteel recht in de Verdragen is. Het gaat dus om een statement op Europees niveau. De toepassing en de harmonisering ervan zouden evenwel voor problemen kunnen zorgen.

Europa heeft veel gewerkt rond de Strategie van Lissabon. Met het oog op de verbetering van de arbeidsmarkt moet een competitiever Europa ook impliceren dat de vrouw een even belangrijk rol op de arbeidsmarkt kan spelen als de man, in de manier waarop vrouwen toegang vinden tot bedrijven en overheidsdiensten.

Afin d'aller plus loin, il faudrait légiférer au plan européen pour avoir une harmonisation à travers des directives claires et précises. L'approche sera toutefois difficile. Aujourd'hui, l'Europe a des difficultés à avancer dans son modèle social. Dans certains pays, il y a des majorités politiques qui ne voient pas l'égalité entre les femmes et les hommes comme une priorité dans la construction du développement. D'autres pays, où les standards sociaux d'égalité éthique sont les plus avancés, ne veulent pas d'harmonisation européenne, parce qu'ils craignent que la dimension européenne soit une convergence égalitaire. L'Europe, poussée par les pays qui ont des modèles sociaux plus bas, pourrait aller vers une demande de convergence qui ne soit pas le standard vers le haut.

Par conséquent, la méthode communautaire dans ce genre de problématique n'est pas facile. Il faut, sans aucun doute, avoir plutôt une approche comme la méthode ouverte de coordination, avec une analyse de chaque pays. Chaque pays s'inscrit alors dans une dynamique européenne qui va dans la bonne direction. Dans une approche intergouvernementale, l'Europe demanderait chaque année un rapport national sur l'état de l'égalité entre hommes et femmes. Ces rapports seraient publiés et comparés de manière formelle. Vu qu'il y aurait une forme de pression, cela créerait une dynamique vers le haut. Aujourd'hui, la Belgique préfère toutefois à cette approche une méthode communautaire qui dégagerait une dynamique globale européenne. Dans ce cas, les compétences seraient pilotées par l'Europe.

Dans le climat actuel de l'Europe, il faudrait d'abord revoir les traités et transférer des compétences vers l'échelle européenne. Par contre, la méthode intergouvernementale est facilement applicable. Le secrétaire d'État cite l'exemple du volet économique de la Stratégie de Lisbonne, qui est une approche intergouvernementale, où chaque État membre doit chaque année publier son plan national de réforme-Lisbonne. La pression de l'analyse et du commentaire pousse les États à améliorer leur modèle.

Au niveau du modèle social, ainsi qu'au niveau du modèle des droits fondamentaux tel que l'égalité entre hommes et femmes, la méthode de coordination serait sans aucun doute une approche efficace dans le court terme. Il est difficile d'aller plus vite, vu le grand nombre de nouveaux États membres, où les standards sont tellement différents qu'il sera difficile d'avoir une approche européenne homogène. Ces pays ont aujourd'hui d'autres priorités telles que les nouvelles technologies, les soins de santé, les pensions. En conclusion, l'harmonisation dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas faisable.

Om verder te gaan, zou men wetgevend moeten optreden op Europees niveau en een harmonisering doorvoeren via duidelijke en nauwkeurige richtlijnen. De aanpak zal echter moeilijk zijn. Op dit moment heeft Europa moeilijkheden om vooruitgang te boeken binnen zijn sociaal model. In sommige landen zijn er politieke meerderheden die de gelijkheid tussen vrouwen en mannen niet beschouwen als een prioriteit voor ontwikkeling. Andere landen, waar de sociale standaarden inzake ethische gelijkheid het verst staan, willen geen Europese harmonisering, omdat ze vrezen dat de Europese dimensie een egalitaire convergentie is. Europa, aangespoord door de landen met minder ontwikkelde sociale modellen, zou kunnen opteren voor een verzoek tot convergentie die geen standaard in opwaartse richting is.

Bijgevolg is de communautaire methode voor dit soort van problemen niet makkelijk. Er is ongetwijfeld veeleer een aanpak nodig zoals de open coördinatie-methode, met een analyse van elk land. Dan sluit elk land aan bij een Europese dynamiek die de goede richting uitgaat. Binnen een intergouvernementele aanpak zou Europa elk jaar een nationaal rapport kunnen vragen over de stand van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen. Deze rapporten kunnen formeel worden gepubliceerd en vergeleken. Aangezien er sprake is van enige druk, zou dit een opwaartse dynamiek teweegbrengen. België verkiest thans een communautaire methode die een allesomvattende Europese dynamiek op gang brengt boven deze aanpak. In dat geval zouden de bevoegdheden door Europa worden gestuurd.

In het huidige Europese klimaat zouden eerst de verdragen moeten worden herzien en bevoegdheden naar het Europese niveau moeten worden overgeheveld. De intergouvernementele methode kan echter makkelijk worden toegepast. De staatssecretaris haalt het voorbeeld aan van het economische gedeelte van de Strategie van Lissabon, dat een intergouvernementele benadering is waarbij elke lidstaat elk jaar zijn nationaal hervormingsplan inzake de Strategie van Lissabon moet publiceren. De druk van de analyse en de commentaar zet de staten ertoe aan hun model te verbeteren.

Op het niveau van het sociaal model alsook op het niveau van de grondrechten zoals de gelijkheid tussen mannen en vrouwen zou de coördinatiemethode ongetwijfeld een efficiënte aanpak zijn op korte termijn. Het is moeilijk om sneller te gaan gezien het grote aantal nieuwe lidstaten, waar de standaarden zodanig verschillend zijn dat het moeilijk wordt om tot een homogene Europese aanpak te komen. Die landen hebben op dit moment andere prioriteiten, zoals nieuwe technologieën, gezondheidszorg, pensioenen. Kortom, de harmonisering op het gebied van gelijkheid tussen vrouwen en mannen is niet haalbaar.

C. Exposé de M. Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes est séduit par la proposition de résolution inspirée de la vision idéale et idéaliste de Mme Gisèle Halimi. Bien au-delà de ce que la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes nous autorise, ce projet de résolution ambitionne de conférer un statut unique à toutes les femmes d'Europe, afin qu'elles puissent revendiquer des droits qui dans tous les domaines de leur vie refléteraient le plus grand dénominateur commun aux 27 États membres de l'Union européenne.

La concrétisation de l'objectif de cette résolution permettrait sans aucun doute d'apaiser notamment les frustrations actuelles que connaît la grande majorité des pays européens, dont la Belgique, face aux oppositions habituelles de certains États membres dès qu'il s'agit d'aborder au sein de la Commission de la condition de la femme aux Nations unies des questions comme celle, par exemple, du simple droit à l'éducation sexuelle.

M. Pasteel assure les membres des comités d'avis que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes se chargera volontiers de coordonner l'inventaire de la législation et les autres mesures au niveau national qui visent à assurer l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi celles qui s'efforcent de répondre aux besoins spécifiques des femmes.

IV. DISCUSSION GÉNÉRALE

a) Observations des membres

Mme Hermans qualifie de très noble le contenu de la proposition de résolution, qui serait un exemple magnifique de l'harmonisation de la législation en Europe. Elle partage cependant le raisonnement de M. Donfut lorsque celui-ci dit qu'étant donné la diversité considérable que représentent les 27 États membres, il n'est pas réaliste de viser à une harmonisation. Une coordination semble plus appropriée. L'intervenante apprend que chaque État membre présente un rapport chaque année. Ce serait effectivement une excellente idée, sur la base de ces rapports, de vérifier où en est chaque État membre et, à partir de là, d'élaborer une vue d'ensemble et de mettre en place un suivi. C'est là une mission qui, selon l'intervenante, se situe plutôt au niveau européen.

Elle soutient l'idée de demander la réalisation d'une étude comparative, car on disposerait ainsi d'un instrument solide dont on pourrait s'inspirer et qui permettrait d'ajuster la législation là où c'est nécessaire.

C. Uiteenzetting door de heer Pasteel, directeur van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen voelt zich aangesproken door het voorstel van resolutie dat is geïnspireerd op de ideale en idealistische visie van mevrouw Gisèle Halimi. Naast de zaken die de verwezenlijking van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen ons toestaat, ambieert dit ontwerp van resolutie een eenvormig statuut voor alle Europese vrouwen zodat ze rechten kunnen opeisen die in alle domeinen van hun leven de grootste gemene deler van de 27 lidstaten van de Europese Unie weerspiegelen.

De verwezenlijking van de doelstelling van deze resolutie zou ongetwijfeld de huidige frustraties van de meeste Europese landen, waaronder België, kunnen verzachten, wanneer ze geconfronteerd worden met het gebruikelijke verzet van bepaalde lidstaten zodra er binnen de Commissie van de Verenigde Naties voor de Status van de Vrouw kwesties worden aangekaart zoals nog maar het recht op seksuele opvoeding.

De heer Pasteel verzekert de leden van de adviescomités dat het Instituut voor de Gelijkheid van vrouwen en mannen graag de coördinatie zal te verzorgen van het inventariseren van de wetgeving en de andere maatregelen op nationaal niveau die niet enkel de gelijkheid van mannen en vrouwen beogen, maar ook trachten tegemoet te komen aan de specifieke behoeften van de vrouwen.

IV. ALGEMENE BESPREKING

a) Opmerkingen van de leden

Mevrouw Hermans is van oordeel dat de inhoud van het voorstel van resolutie zeer nobel is en een prachtig voorbeeld zou zijn van de harmonisering van regelgeving in Europa. Zij volgt echter de redenering van de heer Donfut wanneer hij stelt dat het, gelet op de enorme verscheidenheid van de 27 lidstaten, niet realistisch is een harmonisering te betrachten. Een coördinatie lijkt beter op zijn plaats te zijn. Zij verneemt dat elke lidstaat elk jaar een rapport opmaakt. Het zou inderdaad een goed idee zijn om aan de hand van deze rapporten na te gaan hoe ver elk land staat en aan de hand daarvan een overzicht te maken en een opvolging in plaats te zetten. Deze opdracht situeert zich volgens de senator eerder op Europees niveau.

Zij steunt de vraag naar het uitvoeren van de vergelijkende studie, omdat er dan een krachtig instrument zou bestaan om inspiratie op te doen en de wetgeving waar nodig bij te sturen.

L'intervenante soutient pleinement le point 4 proposé de la résolution demandant que les femmes soient associées en plus grand nombre aux négociations relatives au Traité constitutionnel européen.

Enfin, la sénatrice Hermans relève l'utilisation péjorative qui est faite du terme « *liberalisering* » (en français: « politiques libérales ») à l'alinéa 3 des développements de la résolution. Elle trouve cette utilisation passablement inopportune, considère que cette thèse n'est pas encore démontrée et préférerait que l'on utilise une autre formulation.

Mme de Bethune soutient la proposition de faire effectuer une étude qui donnerait une vue d'ensemble de la législation dans tous les États européens et suggère que la Belgique préconise que l'Institut européen du genre réalise une étude coordonnée sur le statut de la femme dans les États membres. Ce point pourrait être évoqué par le ministre compétent pour l'égalité des chances lors du prochain Conseil des ministres européens.

La sénatrice émet une objection à propos de l'utilisation des termes « clause la plus favorable ». Elle pense que cette formulation vient du droit commercial, dans laquelle elle est utilisée pour la relation entre pays en matières commerciales, sur la base du « *general agreement on tariffs and trade* » de l'Union européenne. Elle concerne des pays qui sont parties à un accord réciproque. Dans la résolution à l'examen, toutefois, il s'agit d'avantages visant des citoyens individuels qui ne tirent pas de droit direct d'un accord mutuel. Ils tirent par contre des droits d'une Union européenne dont leur État est membre. Tout en comprenant que le terme puisse être utilisé par un groupe de pression souhaitant recourir à la formule du slogan pour faire connaître son programme, elle est d'avis que cette formulation pose problème dans un document parlementaire.

Mme de Bethune soutient naturellement le plaidoyer qui est fait — indirectement — ici pour une Europe plus sociale et dans laquelle les femmes obtiendraient davantage de droits. Cette revendication doit toutefois s'inscrire dans une discussion plus large sur la pauvreté, les droits du travail, etc., qui ne peut être menée seulement au sein de ce Comité d'avis. Il est en outre important de savoir quels engagements, le gouvernement a pris au niveau européen et ce qu'il est en mesure de défendre au Conseil des ministres européens.

Elle est également pleinement d'accord avec le plaidoyer pour une plus grande participation des femmes aux prochaines négociations sur la Constitution européenne, étant entendu que cela doit se faire de manière adéquate.

La sénatrice émet en outre une réserve par rapport au fait que le texte à l'examen demande au Parlement européen de voter une résolution. Pour sa part, elle préconiserait plutôt une campagne européenne dans

Zij staat volledig achter het voorgestelde punt 4 van de resolutie, waar gevraagd wordt meer vrouwen te betrekken bij de onderhandelingen over het Europees Grondwettelijk Verdrag.

Ten slotte wijst senator Hermans op het pejoratieve gebruik van het woord « *liberalisering* » in het derde lid van de toelichting van de resolutie. Zij vindt dit vrij ongepast, meent dat deze stelling nog niet werd bewezen en zou de voorkeur geven aan een andere formulering.

Mevrouw de Bethune steunt het voorstel om een studie te laten uitvoeren die een overzicht geven van de wetgeving in alle Europese lidstaten en stelt voor dat België er voor zou pleiten dat het Europees genderinstituut een gecoördineerde studie zou maken over het statuut van de vrouw in de lidstaten. Dit punt zou door de bevoegde minister voor de gelijke kansen moeten worden aangekaart op de eerstvolgende Europese Ministerraad

De senator oppert een bezwaar in verband met het gebruik van de term « meestbegunstigingsclausule ». Zij meent dat deze formulering uit het handelsrecht komt, waar hij wordt gehanteerd voor de relatie tussen landen in handelseangelegenheden, op basis van het « *general agreement on tariffs and trade* » van de Europese Unie. Dit betreft landen die lid zijn van een onderling verdrag. In de voorliggende resolutie betreft het echter voordelen voor individuele burgers die geen rechtstreekse rechten halen uit een onderling verdrag. Zij halen wel rechten uit een Europese Unie waarvan hun staat lid is. Alhoewel zij het gebruik van de term wel begrijpt in hoofde van een drukingsgroep die op sloganeske wijze uiting wil geven aan zijn programma, meent zij dat deze formulering een probleem vormt in een parlementair document.

Uiteraard staat mevrouw de Bethune achter het pleidooi voor een socialer Europa dat hier -onrechtstreeks- wordt gehouden en waarin vrouwen meer rechten krijgen. Dit moet wel worden gekaderd in een ruimere discussie over armoede, arbeidsrechten, enzovoort, die niet enkel in het Adviescomité kan worden gevoerd. Het is bovendien belangrijk te weten welke engagementen de regering heeft genomen op Europees vlak en wat zij kunnen verdedigen op de Europese Ministerraad.

Zij is het tevens helemaal eens met het pleidooi voor een grotere betrokkenheid van vrouwen bij de verdere onderhandelingen over de Europese Grondwet. Dit moet wel op een adequate wijze gebeuren.

Verder heeft de senator een probleem bij het feit dat de voorliggende tekst aan het Europees Parlement vraagt een resolutie te stemmen. Zij is eerder voorstander van een Europese campagne waarbij

laquelle on conduirait une action ensemble ou alors pour l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du réseau des commissions parlementaires sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (NCEO-CCEC).

M. Van den Brande soutient les objectifs proposés ainsi que toute action conduisant à une concrétisation de ces droits fondamentaux. Il considère qu'il est cependant nécessaire de formuler plus clairement ces objectifs. L'harmonisation préconisée n'est qu'un moyen, et pas un but. Le véritable but est de parvenir à l'égalité des droits. Il espère pouvoir adapter le texte de telle manière que cet objectif concret apparaisse plus clairement.

Il fait aussi remarquer qu'un problème d'opposabilité se pose incontestablement dans le contexte européen. Ce devant quoi nous nous trouvons ici, n'est qu'une déclaration d'intention. Mais quel sera l'aboutissement de la démarche, une fois les études réalisées? La Cour de justice pourra-t-elle être saisie en la matière ou non? La chose est essentielle pour pouvoir parvenir à certains droits. Sans opposabilité, ces droits représentent incontestablement un grand progrès moral et social mais ils n'entraîneront guère de changements concrets. L'intervenant aimerait connaître le point de vue de M. Donfut à ce sujet.

En ce qui concerne l'utilisation de la formule de la clause la plus favorable, il rejoint entièrement Mme de Bethune: cette formule n'a pas sa place ici et doit être remplacée. La «nation la plus favorisée» est une notion qui se rattache à un certain nombre de conditions auxquelles l'État doit satisfaire. En l'utilisant ici, on sous-entend qu'une femme devrait également répondre à un certain nombre de conditions pour pouvoir bénéficier de certains droits, ce qui est évidemment impensable.

M. Van den Brande fait également une remarque au sujet du point 3, dans lequel on demande à la Commission européenne d'introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée en vue d'arriver à une harmonisation au plus haut niveau possible des droits des femmes. Qu'entend-on au juste ici par «harmonisation»? Ce ne peut pourtant être qu'une étape intermédiaire, dès lors qu'il s'agit en l'occurrence d'harmoniser les droits entre les femmes. Or, le but n'est-il pas d'en arriver finalement à une harmonisation entre les femmes et les hommes? Ou bien ne s'agit-il que de dresser un inventaire?

Mme de Bethune fait remarquer que la discussion suit deux grandes lignes. D'une part, il y a le débat sur la voie européenne à suivre et la stratégie à adopter. D'autre part, il y a la question de l'opportunité de l'harmonisation du statut de la femme. Regardera-t-on pour cela du côté de la législation en matière d'égalité ou bien du côté de la politique de l'égalité des chances?

samen actie wordt gevoerd, of de agendering van dit punt op de agenda van de volgende vergadering van het Netwerk van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees parlement (NCEO-CCEC).

De heer Van den Brande steunt de doelstellingen die hier voorliggen en elke actie die leidt tot een concretisering van deze grondrechten. Hij meent dat het echter noodzakelijk is deze doelstellingen helderder te formuleren. De vooropgestelde harmonisatie is slechts een middel, niet een doel. Het echte doel is het bereiken van gelijke rechten. Hij hoopt de tekst zodanig te kunnen aanpassen dat het concrete doel duidelijker wordt.

Hij wijst er op dat er zich ongetwijfeld een probleem stelt van afdwingbaarheid in een Europese context. Wat hier voorligt is slechts een intentieverklaring. Wat zal echter de uitkomst van de zaak zijn eens de studies zijn gemaakt? Kan het Hof van Justitie hierin gevat worden of niet? Dit is essentieel om tot bepaalde rechten te kunnen komen. Zonder afdwingbaarheid betekenen deze rechten ongetwijfeld een grote morele en maatschappelijke vooruitgang, maar zij zullen weinig concrete wijzigingen met zich meebrengen. Hij zou graag de stelling van de heer Donfut hierover vernemen.

Wat betreft het hanteren van de term «meestbegunstigingsclausule» treedt hij mevrouw de Bethune volledig bij: deze term hoort hier niet thuis en moet vervangen worden. De «meestbegunstigde natie» is een begrip dat te maken heeft met een aantal voorwaarden waaraan de staat moet voldoen. Door dit begrip hier te gebruiken wordt geïmpliceerd dat ook een vrouw aan een aantal voorwaarden zou moeten voldoen om van bepaalde rechten te kunnen genieten, wat uiteraard niet kan.

Een andere opmerking van de heer Van den Brande betreft punt 3, waarbij de Europese commissie gevraagd wordt een meestbegunstigingsclausule in te voeren om te komen tot een harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau. Wat wordt hier precies bedoeld met «harmonisering»? Dit kan toch enkel een tussenstap zijn, vermits het hier gaat over de harmonisering van de rechten tussen de vrouwen? Is het uiteindelijk niet de bedoeling te komen tot harmonisering tussen vrouwen en mannen? Of gaat het enkel over een inventaris?

Mevrouw de Bethune merkt op dat er in de discussie twee grote lijnen worden gevolgd. Enerzijds is er het debat over de te volgen Europese weg en de te hanteren strategie. Anderzijds is er de vraag naar de opportuniteit van de harmonisering van het statuut van de vrouw. Kijkt men hiervoor naar de wetgeving inzake gelijkheid, of naar het gelijkheidskansenbeleid?

Dans le premier cas, on peut constater qu'en Belgique, il ne subsiste que très peu de discriminations légales sur le plan du statut de la femme, par exemple en ce qui concerne le nom de l'enfant. D'autres pays se trouvent peut-être dans une autre situation sur ce plan et il serait effectivement intéressant de le savoir.

Il pourrait toutefois s'agir aussi d'une harmonisation de la politique en matière d'égalité des chances, des leviers que l'on met en œuvre pour arriver à cette égalité des chances, comme par exemple l'introduction de quotas sur les listes électorales. Il s'agit là plutôt d'une législation de mise en équilibre, car une harmonisation comme celle-là ne concerne pas que la situation de la femme. Elle pourrait parfaitement, dans certaines circonstances, concerner tout aussi bien les hommes. Dans ce cas, la résolution n'est pas bien formulée.

Un autre exemple que l'on peut prendre est celui du congé de maternité. La Belgique, qui accorde 15 semaines de congé d'accouchement, se situe dans le bas du classement de tous les États membres européens. En effet, la moyenne européenne est de 20 semaines. Le but de la proposition de résolution est-il d'imposer que l'on ait dans tous les pays de l'Union européenne la perspective de passer à 20 semaines? Mais pourquoi ne permettrait-on cela que pour le congé de maternité? Pourquoi n'en ferait-on pas autant pour le congé de paternité ou le congé parental?

Mme de Bethune souhaite montrer par ces exemples qu'il faudrait formuler plus clairement la portée de la proposition de résolution. Si le texte vise exclusivement le statut juridique de la femme, cela doit être spécifié. S'il envisage en revanche l'ensemble de la problématique de l'égalité des chances qui n'est pas encore réalisée en Europe, ni non plus en Belgique, l'intervenante considère que cet objectif ne peut être formulé en termes de meilleur statut de la femme, mais qu'une formulation plus neutre serait mieux appropriée.

Les points de vue de Mme Geerts rejoignent les observations qui ont déjà été faites par ses collègues. Il est bien entendu que la proposition de résolution poursuit un objectif tout à fait noble. Elle aussi envisageait cet objectif dans le cadre d'une Europe sociale, de même qu'elle est partisane d'une étude dont pourrait émaner une dynamique propre.

L'intervenante considère cependant que la résolution va trop loin dans sa volonté d'harmonisation, du fait qu'elle part en réalité de l'idée qu'il existe un consensus sur les dispositions qui seraient les meilleures pour les droits des femmes. Sur le plan socioéthique par exemple, cette unanimité ne lui semble pas du tout vraisemblable. En outre, l'harmonisation proposée ici ne peut aboutir à ce que certains pays se voient imposer les conceptions idéologiques d'autres pays.

In het eerste geval kan men in België vaststellen dat er nog maar zeer weinig wettelijke discriminaties bestaan op het vlak van het statuut van de vrouw, bijvoorbeeld de naam van het kind. Andere landen bevinden zich op dat vlak misschien in een andere situatie en het zou inderdaad interessant zijn dit te vernemen.

Het zou echter ook kunnen gaan om een harmonisering van het gelijkekansenbeleid, van de hefboomen die worden gebruikt om tot gelijke kansen te komen, zoals bijvoorbeeld het invoeren van quota op kieslijsten. Dit betreft eerder een evenwichtswetgeving omdat dergelijke harmonisering niet enkel de situatie van vrouwen betreft. Ze zou in bepaalde omstandigheden evengoed betrekking kunnen hebben op mannen. In dat geval is de resolutie verkeerd geformuleerd.

Als ander voorbeeld kan het moederschapsverlof worden genomen. België geeft 15 weken bevallingsverlof en bevindt zich daarmee aan de staart van alle Europese lidstaten. Het Europees gemiddelde bedraagt immers 20 weken. Is het met dit voorstel van resolutie de bedoeling om af te dwingen dat men in alle landen van de Europese Unie de kans heeft om naar 20 weken te gaan? Waarom zou men dit dan enkel toelaten voor het moederschapsverlof? Waarom niet ook voor het vaderschapsverlof of het ouderschapsverlof?

Senator de Bethune hoopt met deze voorbeelden aan te tonen dat de focus van het voorstel van resolutie duidelijker zou moeten worden geformuleerd. Gaat het enkel over het rechtsstatuut van de vrouw, dan moet dit worden gespecificeerd. Indien het gaat over de volledige problematiek van de gelijke kansen in Europa die nog niet zijn gerealiseerd, ook niet in België, dan meent zij dat dit niet enkel kan worden geformuleerd als een betere positie van de vrouw, maar dat een neutrale formulering beter geschikt is.

De standpunten van mevrouw Geerts sluiten nauw aan bij de opmerkingen die haar collega's al hebben gemaakt. Uiteraard is de doelstelling van het voorstel van resolutie nobel. Ook zij ziet dit in het kader van een sociaal Europa en ook zij is voorstander van een studie, waar een eigen dynamiek van kan uitgaan.

Zij vindt echter dat de resolutie te ver gaat in zijn streven naar harmonisering doordat de resolutie er eigenlijk van uitgaat dat er een consensus bestaat over welke bepalingen de beste zijn voor de rechten van de vrouwen. Op bijvoorbeeld het sociaal-ethische vlak lijkt deze eensgezindheid haar echter verre van waarschijnlijk. De hier voorgestelde harmonisering mag er bovendien niet op neerkomen dat sommige landen het gedachtegoed van andere landen opgedrongen krijgen.

L'intervenante fait en outre remarquer qu'il y a lieu de prendre en considération la totalité des mesures adoptées dans un pays. On se réfère par exemple aux pays scandinaves dans lesquels, effectivement, on est nettement plus avancé dans le domaine de l'accueil des enfants. Même sans qu'il faille pour cela une étude, nous savons d'ailleurs que nous pouvons encore progresser sur ce point en Belgique. Il faut cependant faire remarquer aussi qu'en Scandinavie les femmes doivent travailler beaucoup plus longtemps. L'intervenante est donc d'accord sur l'objectif général et la réalisation d'une étude, mais elle a des objections en ce qui concerne la finalité de cette étude. Selon elle, il est dangereux et difficile de parler purement et simplement d'harmonisation.

Mme Pehlivan souscrit aux objectifs généraux de la proposition de résolution à l'examen. En ce qui concerne l'étude, elle observe que la même demande a été formulée dans le cadre du parlement euro-méditerranéen, mais en l'occurrence en ce qui concerne la situation de la femme dans les pays de la Méditerranée. L'existence d'un instrument comme celui qui est proposé ici serait également utile dans ce cas-ci.

L'intervenante pense qu'il serait bon de radiographier d'abord la situation dans chaque pays avant de passer au niveau européen. Peut-on du reste faire une comparaison correcte se basant seulement sur les mesures les plus favorables pour les femmes ? Ne faut-il pas étudier également quelles sont les mesures les plus favorables pour les hommes ? Il lui semble qu'une comparaison correcte n'est possible que si l'on a une vue précise de l'ensemble des mesures qui sont en vigueur dans un État membre donné. Cet inventaire permettra de replacer la situation des femmes dans un cadre plus large. Les critères doivent s'appliquer à l'ensemble des citoyens et pas seulement aux femmes d'Europe.

Un deuxième point concerne la question de savoir ce que le Sénat ou le gouvernement belge peuvent faire concrètement. Le ministre et le secrétaire d'État pourraient-ils fournir quelques précisions à ce sujet ?

b) Répliques

M. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, rappelle qu'à la conférence de New York en 2005, il y avait une position européenne forte et volontariste. Actuellement, la Belgique exerce la présidence du Bureau de la Commission de la condition de la femme des Nations unies. Il serait bien de marquer cette présidence. La proposition de résolution soutient un thème important, qui permettra d'avancer en dépit des blocages traditionnels et institutionnels qui peuvent exister.

Verder wil zij opmerken dat het totale maatregelenpakket van een land in overweging moet worden genomen. Er wordt bijvoorbeeld verwezen naar de Scandinavische landen, waar men inderdaad een heel eind verder staat op het gebied van kinderopvang. Ook zonder studie weten we trouwens dat België op dat punt nog vooruitgang kan boeken. Maar er moet dan ook opgemerkt worden dat in Scandinavië vrouwen veel langer moeten werken. Zij is het dus eens met de algemene doelstelling en het opstarten van een onderzoek, maar maakt bezwaren inzake de finaliteit van het onderzoek. Het is volgens haar gevaarlijk en moeilijk om zomaar te spreken over een harmonisering.

Mevrouw Pehlivan onderschrijft de algemene doelstellingen van het voorliggende voorstel van resolutie. Wat de studie betreft merkt zij op dat in het Euro-mediterraan parlement dezelfde vraag werd gesteld, maar dan gericht op de situatie van de vrouwen in de mediterrane landen. Het bestaan van een instrument zoals hier wordt voorgesteld, zou ook in dit geval nuttig zijn.

Zij meent dat het raadzaam zou zijn eerst de situatie in eigen land door te lichten alvorens over te gaan tot het Europese niveau. Kan men trouwens wel correct vergelijken op basis van enkel de meest voordelige maatregelen voor vrouwen ? Moet er ook niet worden onderzocht wat de meest voordelige maatregelen voor mannen zijn ? Het lijkt haar dat een correcte vergelijking slechts mogelijk is wanneer men zicht heeft op het volledige maatregelenpakket dat in één bepaalde lidstaat van kracht is. Dit laat toe de situatie van vrouwen in een bredere kader te plaatsen. De criteria moeten gelden voor alle burgers, niet enkel voor de Europese vrouwen.

Een tweede punt betreft de vraag wat de Senaat of de Belgische regering concreet kunnen doen. Kunnen de minister en de staatssecretaris daar enige toelichting over geven ?

b) Replieken

De heer Dupont, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Gelijke Kansen en Grootstedenbeleid, herinnert eraan dat Europa op de conferentie van New York in 2005 een sterke en voluntaristische houding heeft aangenomen. België oefent thans het voorzitterschap uit van de internationale conferentie van New York. Het zou mooi zijn als wij dit voorzitterschap bijzonder konden maken. Het voorstel van resolutie betreft een belangrijk thema, dat tot vooruitgang zal leiden, ondanks de traditionele en institutionele hindernissen die kunnen bestaan.

M. Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes, pense qu'il s'agit d'un débat fondamental par rapport à ce que recherche l'Europe aujourd'hui et par rapport à ce que les citoyens européens attendent de l'Europe, qui met trop souvent l'accent sur les enjeux économiques. La dimension sociale est rarement évoquée. Dans ce genre d'approche, la Belgique peut bousculer les choses au plan international.

La dimension sociale fait partie du projet européen. La volonté d'imposer l'égalité des genres est présente dans la Charte des droits fondamentaux. À la fin du mois de juin 2007 sera reprise la réflexion sur le futur Traité constitutionnel européen, dans lequel sera incluse la Charte des droits fondamentaux. Par conséquent, la Charte n'aura plus seulement valeur morale, mais également force juridique.

Pour ce qui est de l'Institut, il devra s'intéresser au point de vue tant de la Belgique que des autres pays européens, ce qui permettra un dialogue fructueux. Par conséquent, l'étude et l'analyse des législations des États membres seraient utiles.

Ensuite, il faudrait une démarche politique. Le secrétaire d'État indique qu'il y a plusieurs façons d'arriver à l'harmonisation des législations. La Commission européenne pourrait voter une directive visant à imposer les standards les plus élevés, mais ceci paraît peu probable, vu que la Commission n'a pas reçu les compétences permettant de le faire. Il n'y aura pas non plus de consensus politique. Il faudra donc trouver une autre méthode.

M. Donfut trouve l'approche de la coopération renforcée entre certains États, telle que présentée par M. Mahoux, intéressante. Néanmoins, cette approche devrait être complémentaire à un débat politique sur le besoin, au niveau européen, d'avoir une méthode de coordination. Ainsi, chaque État membre serait appelé, sur par exemple l'égalité homme-femme, à faire un rapport annuel sur les mesures qu'il met en application pour arriver à rejoindre les standards les plus élevés, qui auraient été définis comme étant un objectif politique.

Mme Zrihen est consciente du fait que l'harmonisation sera un processus difficile. Cela ne l'empêche toutefois pas d'espérer des résultats. En ce qui concerne le volet européen de la proposition de résolution, son plaidoyer en faveur de la clause la plus favorable doit s'envisager dans un ensemble plus grand, dans lequel un cadre de référence est mis en place. Très importante aussi est la mise en place d'une dynamique consistant à comparer et analyser la législation des États membres. Ce n'est qu'une fois que la situation concrète des différents États membres sera connue que l'on pourra rédiger des textes qui feront véritablement la différence. Une telle étude

De heer Donfut, staatssecretaris voor Europese Zaken, vindt dat het om een fundamenteel debat gaat in het kader van wat Europa vandaag zoekt en wat de Europese burgers van Europa verwachten. Er wordt te vaak de nadruk gelegd op de economische uitdaging. Zelden wordt er aan de sociale dimensie gedacht. Met een dergelijke aanpak kan België de dingen op internationaal niveau in beweging brengen.

De sociale dimensie maakt deel uit van het Europees project. Uit het Handvest van de Grondrechten blijkt dat men de gendergelijkheid wil opleggen. Eind juni 2007 begint men opnieuw na te denken over het toekomstig Grondwettelijk Verdrag, waarin het Handvest van de Grondrechten zal worden opgenomen. Het Handvest zal dan niet langer alleen een morele waarde hebben maar ook rechtskracht.

Het Instituut zal zich moeten bezighouden met het standpunt van België en ook van de andere Europese landen, wat een vruchtbare dialoog tot stand zal brengen. Het bestuderen en analyseren van de wetgeving van de lidstaten zou dus nuttig zijn.

Vervolgens moet er politiek worden opgetreden. De staatssecretaris geeft aan dat er op verschillende manieren aan harmonisering van de wetgeving kan worden gedaan. De Europese Commissie zou een richtlijn kunnen goedkeuren waardoor de hoogste normen worden opgelegd, maar dit lijkt weinig waarschijnlijk, aangezien de Commissie niet de bevoegdheden heeft gekregen om dit te doen. Er is ook geen politieke consensus. Er zal dus een andere methode moeten worden gevonden.

De heer Donfut vindt de nauwere samenwerking tussen een aantal staten zoals die wordt voorgesteld door de heer Mahoux interessant. Een dergelijke aanpak hoort echter samen te gaan met een politiek debat over de noodzaak, op Europees niveau, om over een coördinatiemethode te beschikken. Iedere lidstaat zou dan bijvoorbeeld verzocht worden om bijvoorbeeld over de gelijkheid tussen mannen en vrouwen een jaarlijks verslag op te stellen in verband met de maatregelen die hij neemt om te voldoen aan de hoogste normen, die als een politieke doelstelling zouden gelden.

Mevrouw Zrihen is er zich van bewust dat de harmonisering een moeilijk proces wordt. Dit belet haar echter niet te hopen op resultaten. Inzake het Europese luik van het voorstel van resolutie moet haar pleidooi voor de meestbegunstigingsclausule gezien worden in een groter geheel, waarin een referentiekader wordt opgesteld. Zeer belangrijk is ook het ontstaan van een dynamiek die erin bestaat de wetgeving van de lidstaten te vergelijken en te analyseren. Het is pas wanneer de concrete situatie in de verschillende landen gekend is, dat er teksten kunnen worden opgesteld die een zeer effectief verschil zullen maken. Dergelijke studie zou de

permettrait également aux femmes de développer un réseau européen et servirait de base au travail des futures générations de femmes.

Pour l'instant, l'on constate que le déséquilibre au sein des États européens pourrait conduire à une certaine régression en matière de droits de la femme. De même, une certaine régression économique et des propositions de toutes sortes pour plus de flexibilité au travail et d'autres adaptations des conditions de travail risquent de constituer une menace pour les droits de la femme. De ce point de vue également, il est important de mettre en œuvre une dynamique européenne et de mettre en place un cadre juridique pour la femme européenne. En ce qui concerne la sensibilisation du Parlement européen, l'intervenante signale que Mme Gisèle Halimi y a défendu la proposition de clause de l'Européenne la plus favorisée. Elle pense d'autre part que l'on perdrait trop de temps en examinant d'abord la situation au niveau belge et en ne s'attaquant à la dimension européenne que dans une phase ultérieure. Elle préfère traiter de front les deux niveaux dès lors que, de toute manière, il s'agit d'un travail de longue haleine.

M. Mahoux justifie le choix de la voie de la résolution par son caractère de mobilisation. Vu la distinction entre les compétences communautaires et celles des États membres, les auteurs se rendent bien compte qu'un texte voté au Sénat ne pourra modifier les législations européennes. Il rappelle qu'une résolution a, par essence, un caractère déclaratoire. Les résolutions traduisent un objectif sur lequel une majorité se met d'accord. Les conséquences d'une déclaration de cette nature sont diverses. Certaines sont assez rapides, car elles concernent la Belgique de manière directe.

Quant à la terminologie employée, le sénateur souhaite maintenir le terme « harmonisation ». Même si la tâche sera extrêmement difficile, il faut absolument exprimer la volonté qu'il y ait harmonisation. Dans le dispositif, il est question d'une « harmonisation vers le haut », un concept qu'il faudra expliciter.

Au niveau européen, les auteurs de la proposition suggèrent que le Parlement, la Commission et le Conseil se saisissent du problème. Ils souhaitent qu'un travail comparatif puisse être fait sur l'ensemble des États membres. Par après, il faudra trouver des dispositions normatives qui permettent de réduire, voire de supprimer, les inégalités qui sont inacceptables.

Bien que l'objectif d'harmonisation soit plus ambitieux, l'orateur préfère éviter le terme de « coordination », étant donné que celui-ci n'a pas un caractère contraignant. M. Mahoux indique que le but n'est pas

vrouwen ook een mogelijkheid geven een Europees netwerk uit te bouwen en de basis vormen van het werk van de volgende generaties vrouwen.

Op dit ogenblik wordt vastgesteld dat het onevenwicht binnen de Europese staten aanleiding zou kunnen zijn voor een zekere regressie inzake de vrouwenrechten. Ook een economische achteruitgang en allerhande voorstellen over meer flexibiliteit op het werk en andere aanpassingen aan de arbeidsomstandigheden kunnen een bedreiging vormen voor de vrouwenrechten. Ook in dit licht is het belangrijk een Europese dynamiek op gang te brengen en een rechtskader voor de Europese vrouw op te stellen. Wat de sensibilisering van het Europees Parlement betreft, deelt zij mee dat mevrouw Gisèle Halimi het voorstel van de meestbegunstigingsclausule daar heeft verdedigd. Zij meent bovendien dat er teveel tijd verloren zou gaan indien eerst de Belgische situatie en pas in een latere fase de Europese dimensie zou aangepakt worden. Zij geeft er de voorkeur aan beide gelijktijdig te behandelen vermits het toch in elk geval een werk van lange adem betreft.

De heer Mahoux vindt de keuze voor een resolutie verantwoord omdat ze een mobiliserend effect heeft. Wegens het onderscheid tussen de bevoegdheden van de Unie en die van de lidstaten, geven de indieners er zich rekenschap van dat een in de Senaat aangenomen tekst de Europese wetgevingen niet zal kunnen veranderen. Hij herinnert eraan dat een resolutie per definitie de kenmerken van een verklaring heeft. Resoluties geven een doelstelling weer waarover een meerderheid het eens wordt. De gevolgen van een dergelijke verklaring zijn divers. Sommige komen er vrij snel, omdat ze rechtstreeks met België te maken hebben.

Wat de gebruikte termen betreft, verkiest de senator de term « harmonisering » te laten staan. Men moet in elk geval te kennen geven dat er naar harmonisering gestreefd wordt, ook al is dat een uiterst moeilijke opdracht. In het dispositief is er sprake van een « harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau », een concept dat nog moet worden uitgewerkt.

De indieners van het voorstel suggereren dat het probleem op Europees niveau wordt aangepakt door het Parlement, de Commissie en de Raad. Ze wensen dat er een vergelijking wordt gemaakt van de toestand in alle lidstaten. Vervolgens zullen er normerende bepalingen moeten worden gevonden waardoor de ongelijkheid die onaanvaardbaar is, wordt verminderd of zelfs weggewerkt.

Hoewel de harmonisering als doelstelling ambitieuzer is, verkiest spreker de term « coordinatie » te vermijden, aangezien hij geen bindende waarde heeft. De heer Mahoux wijst erop dat het niet de bedoeling is

d'élaborer un projet de Traité constitutionnel à propos de l'égalité des genres.

La méthode de coopération renforcée par rapport à des thèmes de cette nature pourrait être une piste intéressante à suivre. À ce propos, il faudrait tenter de tester les coopérations et en même temps trouver les États qui accepteraient d'appliquer cette coopération renforcée. Il existe des exemples intéressants de coopération renforcée. La Commission européenne peut également prendre l'initiative dans d'autres problématiques que la libre circulation des biens et des services. Si elle dépasse ses prérogatives, les États membres réagiront par rapport au respect du principe de subsidiarité, mais la féliciteront peut-être sur le plan politique.

Ensuite, il remarque qu'il ne faut pas l'accord du gouvernement par rapport à la résolution. En plus, attendre d'aborder un problème identifié tel que la discrimination liée au genre jusqu'à ce que l'ensemble des discriminations dans le monde soient réglées, implique le risque que cette discrimination ne soit jamais abordée de manière spécifique.

Mme Zrihen estime que la présente proposition de résolution cadre dans l'ensemble de textes produits depuis des années. La proposition met en lumière le travail remarquable qui est fourni en Belgique. En même temps, le texte pointe du doigt les difficultés de certains pays dans lesquels les femmes n'ont pas une vision globale et comparative de ce qui se passe ailleurs. Les auteurs de la proposition de résolution demandent que l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes ait pour fonction d'analyser la situation actuelle dans les pays européens. Il faudra alors extraire ce qui peut être considéré comme étant les éléments les plus performants.

La commission européenne des Droits de la femme a le même statut que le Comité d'avis du Sénat. La sénatrice propose que le Comité d'avis se rende au Parlement européen et demande à être entendu par la commission des Droits de la femme sur la problématique des inégalités sur la base du genre.

V. DISCUSSION DU PROJET D'AVIS

Au cours des réunions qu'ils ont tenues conjointement les 21 et 22 mars 2007, le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes ont discuté le projet d'avis et ont proposé quelques modifications.

een ontwerp van grondwettelijk verdrag over gendergelijkheid tot stand te brengen.

De versterkte samenwerking in verband met thema's van die aard kan een interessante mogelijkheid zijn. Men moet wat dat betreft de samenwerking proberen te testen en tegelijk de Staten vinden die bereid zijn die versterkte samenwerking toe te passen. Er bestaan interessante voorbeelden van versterkte samenwerking. De Europese Commissie kan ook het initiatief nemen in andere zaken dan het vrij verkeer van goederen en diensten. Indien ze haar bevoegdheden overschrijdt, zullen de lidstaten misschien reageren en vragen dat het subsidiariteitsbeginsel in acht wordt genomen, maar zullen ze haar misschien op politiek gebied feliciteren.

Vervolgens merkt hij op dat de instemming van de regering met de resolutie niet vereist is. Wanneer men bovendien wacht om een vaststaand probleem zoals de genderdiscriminatie aan te pakken tot alle discriminatie in de wereld opgelost is, loopt men het risico dat die discriminatie nooit specifiek wordt aangepakt.

Mevrouw Zrihen meent dat dit voorstel van resolutie aansluit bij alle teksten die sinds jaren opgesteld worden. Het voorstel brengt het merkwaardige werk dat in België verricht wordt voor het voetlicht. Tegelijk wijst de tekst op de problemen van bepaalde landen waar vrouwen geen kijk hebben op wat er elders gebeurt en ook niet kunnen vergelijken. De indieners van het voorstel van resolutie vragen dat het Europees Instituut voor gendergelijkheid als taak krijgt de huidige toestand in de Europese landen te analyseren. Vervolgens moet men eruit halen wat kan worden beschouwd als het meest vooruitstrevend.

De Europese commissie voor de Rechten van de Vrouw heeft hetzelfde statuut als het Adviescomité van de Senaat. De senator stelt voor dat het Adviescomité naar het Europees Parlement gaat en vraagt door de commissie voor de Rechten van de Vrouw te worden gehoord over de problematiek van de genderongelijkheid.

V. BESPREKING VAN HET ONTWERP VAN ADVIES

Het Adviescomité voor gelijke kansen tussen mannen en vrouwen en het Federaal Adviescomité voor Europese aangelegenheden hebben tijdens hun gezamenlijke vergaderingen van 21 en 22 maart 2007 het ontwerp van advies besproken en enkele wijzigingen voorgesteld.

En ce qui concerne les points 1 et 2 du projet d'avis, M. Mahoux peut marquer son accord avec un texte qui introduit la notion d'égalité entre les hommes et les femmes à condition qu'il tienne compte du fait qu'il faut chercher les solutions les plus avantageuses pour les femmes.

Il constate ensuite que le projet d'avis demande une reformulation du concept de « clause de l'Européenne la plus favorisée » parce que plusieurs membres objectent qu'il pourrait donner lieu à des problèmes juridiques et que, par conséquent, il n'a pas lieu d'être dans la résolution.

M. Mahoux insiste sur le maintien du terme pour des raisons symboliques. Selon lui, l'emploi de ce terme ne pose pas de problème dans le texte français. Le terme « clause » n'a pas nécessairement une connotation juridique. Il souhaite, dès lors, maintenir ce terme.

Le dernier point du projet d'avis concerne la méthode à suivre.

M. Mahoux n'a aucune objection à l'encontre des méthodes et de la formulation proposées.

Mme Hermans peut souscrire au projet d'avis. Elle souligne que le point où il est proposé de remplacer le terme « clause de l'Européenne la plus favorisée » traduit uniquement un avis. Rien n'a encore été changé concrètement. Elle souhaite maintenir ce point.

De même, Mme Tindemans se déclare explicitement en faveur du maintien de la remarque relative à la reformulation du terme « clause de l'Européenne la plus favorisée ».

Quant au point du projet d'avis portant sur l'harmonisation par le haut des droits de la femme, Mme Van de Castele estime qu'il convient toutefois de faire preuve d'une certaine prudence. Le congé parental, le congé de maternité et d'autres avantages liés au fait d'être une femme ne sont tout de même pas censés faire l'objet d'un « shopping » au niveau européen. Si l'on appliquait ce raisonnement aux malades, ils iraient, en vertu d'une clause de ce genre, là où les soins leur conviennent le mieux et là où ils sont les plus avantageux.

La sénatrice est évidemment favorable à la suppression des discriminations à l'égard des femmes, mais il faut veiller à ce que la résolution n'oblige pas à suivre la réglementation de l'État membre où la situation est la plus avantageuse, sans tenir compte des mesures complémentaires qui peuvent également différer d'un pays à l'autre et qui ne sont pas toujours les plus intéressantes dans le pays où la mesure principale est la plus favorable.

Wat betreft het voorgestelde punt 1 en 2 kan de heer Mahoux zich akkoord verklaren met een tekst die de notie van gendergelijkheid invoert op voorwaarde dat deze rekening houdt met het feit dat de meest voordelige oplossingen voor vrouwen moeten worden gezocht.

Hij stelt vervolgens vast dat het punt 3 van het ontwerp van advies een herformulering vraagt van het begrip « meestbegunstigingsclausule » omdat meerdere leden opwerpen dat dit juridische problemen kan opleveren en dus niet thuis hoort in de resolutie.

De heer Mahoux dringt omwille van symbolische redenen aan op het behoud van de term. Volgens de heer Mahoux stelt het gebruik van deze term geen probleem in de Franse tekst. De term « clause » heeft niet noodzakelijk een juridische connotatie. Daarom wenst hij deze term te behouden en het punt 3 van het ontwerp te schrappen.

Het laatste punt van het ontwerp van advies betreft de te volgen methode.

Senator Mahoux heeft geen problemen met de voorgestelde methoden en formulering.

Mevrouw Hermans kan zich vinden in het ontwerp van advies. Zij wijst er op dat het punt betreffende het vervangen van de term « meestbegunstigingsclausule » slechts een advies is. Er wordt nog niets concreet gewijzigd. Zij wenst dit punt te behouden.

Ook senator Tindemans verklaart zich uitdrukkelijk voorstander van het behouden van de opmerking over het herformuleren van de term « meestbegunstigingsclausule ».

Inzake punt 2 van het ontwerp van advies, dat de harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau » betreft, meent mevrouw Van de Castele dat er toch enige voorzichtigheid moet aan de dag gelegd worden. Het kan toch niet de bedoeling zijn om binnen Europa te « shoppen » inzake ouderschapsverlof, zwangerschapsverlof en andere voordelen die gekoppeld zijn aan het feit van vrouw te zijn.. Als dezelfde redenering gevolgd zou worden voor zieke personen, dan zouden die op basis van dergelijke clausule diensten gaan halen waar ze hem het best uitkomen en het meest voordelig zijn.

De senator is uiteraard een voorstander van het wegwerken van de discriminaties van vrouwen, maar er moet worden opgelet dat de resolutie niet gaat verplichten om de regelgeving te volgen van de lidstaat waar de lat het hoogst ligt, zonder rekening te houden met de aanvullende maatregelen die ook van land tot land kunnen verschillen en die niet steeds het meest voordelig zijn in het land waar de hoofdmaatregel het meest voordelig is.

M. Mahoux fait remarquer qu'il n'est pas du tout question de « shopping » dans la résolution, mais que celle-ci insiste avant tout sur la nécessité de dresser l'inventaire des mesures existantes. La proposition de résolution à l'examen est un premier pas vers l'harmonisation, et, dans ce sens, on ne peut pas faire de comparaison avec la mobilité des patients, par exemple.

Mme Van de Castele précise que le but est bien, finalement, de voir, pour chaque règle, où celle-ci est la plus favorable dans les États membres européens. On essaye donc, par le biais d'une espèce d'évaluation comparative, de placer la barre le plus haut possible. Toutefois, il n'est pas si facile de comparer les règles en vigueur dans les différents pays. L'Allemagne, par exemple, possède un système de congé parental très élaboré. On pourrait donc dire, à première vue, que ce système est plus avantageux. Mais d'un autre côté, force est de constater que l'Allemagne ne dispose pas d'un bon système d'accueil des enfants, si bien que les femmes n'ont, bien souvent, pas d'autre choix que de rester à la maison durant les premières années de vie de leur(s) enfant(s). Il ne sera donc pas toujours logique d'envisager un seul aspect d'une politique, sans tenir compte de tous les autres éléments qui y jouent un rôle. L'intervenante invite à la prudence et estime qu'il n'est pas faisable d'ambitionner les normes maximales de chaque État membre.

La sénatrice cite également l'exemple du congé parental, à propos duquel elle a toujours défendu l'idée d'un système obligeant les hommes et les femmes à prendre, par exemple, chacun six mois de congé parental. Une telle formule favorise beaucoup plus l'égalité des chances, car elle permet dans un certain sens de répartir entre les hommes et les femmes certains « inconvénients » inhérents au fait d'être une femme. Mais si on envisage cette question du seul point de vue de la femme, on peut avoir l'impression, à première vue, qu'une telle formule serait moins favorable, car elle n'accorderait que six mois de congé parental à la femme, au lieu d'une année complète. Or, ce n'est pas le cas si l'on tient compte de tous les aspects. C'est pourquoi l'intervenante juge excessif d'affirmer que l'Europe doit veiller à l'harmonisation vers le haut, car cela ne fonctionnera pas dans tous les cas. Elle estime dès lors qu'il vaudrait mieux remplacer les mots « harmonisation vers le haut » par une autre formulation.

Mme Zrihen souligne qu'il est question avant tout de l'inventaire des mesures existantes. Il s'agit d'un travail énorme et de nombreux pays seront obligés de dresser leur propre inventaire, ce qui pourrait les inciter à faire encore davantage. Il est très important d'amorcer le débat afin de pouvoir insuffler une dynamique et « mettre la machine en route ».

M. Mahoux est d'accord pour remplacer l'expression « vers le haut » par les mots « vers le niveau le

De heer Mahoux merkt op dat de resolutie helemaal niet over « shopping » gaat, maar in eerste instantie aandringt op het maken van een inventaris van de bestaande maatregelen. Het voorliggende voorstel van resolutie betreft een eerste stap inzake de harmonisering, en is in die zin niet te vergelijken met bijvoorbeeld de mobiliteit van patiënten.

Mevrouw Van de Castele stelt dat het uiteindelijk wel de bedoeling is regel per regel te kijken waar die het meest voordelig is binnen de Europese lidstaten. Er wordt dus via een soort benchmarking procedure geprobeerd de lat zo hoog mogelijk leggen. Het is echter niet zo makkelijk om de regels in de verschillende landen met mekaar te vergelijken. Duitsland heeft bijvoorbeeld een zeer uitgebreid systeem van ouderschapsverlof. Op het eerste zicht zou men dus kunnen stellen dat dit voordeliger is. Aan de andere kant moet worden vastgesteld dat Duitsland niet over goede kinderopvang beschikt, waardoor vrouwen vaak geen andere keuze hebben dan thuis te blijven gedurende de eerste levensjaren van hun kind. Het zal dus niet steeds logisch zijn om één aspect van een beleid te bekijken zonder rekening te houden met alle andere elementen die daarbij een rol spelen. Zij pleit voor enige voorzichtigheid en meent dat het niet haalbaar is om voor het maximum van elke lidstaat te gaan.

Als ander voorbeeld haalt de senator het ouderschapsverlof aan, waar zij steeds heeft gepleit voor een systeem waarbij zowel mannen als vrouwen verplicht worden elk bijvoorbeeld zes maanden ouderschapsverlof op te nemen. Dit is veel voordeliger voor de gelijke kansen omdat zo in zekere zin bepaalde « nadelen » van het vrouw-zijn gespreid worden over mannen en vrouwen. Indien dit enkel uit het standpunt van de vrouw wordt bekeken kan dit op het eerste gezicht een nadeligere regeling lijken omdat zij geen recht heeft op een volledig jaar ouderschap, doch slechts op zes maanden. Als met alle aspecten rekening wordt gehouden is dit echter niet het geval. Daarom vindt zij het te ver gaan om te zeggen dat Europa moet zorgen voor een harmonisering op het hoogste niveau. Dit zal immers niet in alle gevallen opgaan. Zij geeft er daarom de voorkeur aan de formulering « hoogst mogelijke niveau » te vervangen door een andere formulering.

Mevrouw Zrihen benadrukt dat het in eerste instantie vooral gaat om de inventaris van de bestaande maatregelen. Dit is een enorm werk en zal voor veel landen betekenen dat zij verplicht worden hun eigen inventaris te maken, wat een aanzet kan zijn tot meer. Het opstarten van het debat is zeer belangrijk om een dynamiek te beginnen en de machine op te starten.

De heer Mahoux is het ermee eens om de zin « hoogst mogelijk niveau » te vervangen door de

plus favorable». Il suit en cela le raisonnement de Mme Van de Casteele selon lequel il faut tenir compte des mesures d'encadrement.

VI. AVIS

Plusieurs points ressortent de la discussion :

1. Délimitation de l'objet de l'étude

Les points 1 et 2 de la résolution définitive répartissent clairement les tâches entre l'Institut belge pour l'égalité des femmes et des hommes et l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, le Comité d'avis estime opportun de délimiter avec précision l'objet de l'étude et de l'analyse dont il est question aux points 1 et 2 de la résolution. La résolution devrait préciser que l'étude porte aussi bien sur les législations des États membres qui visent à mettre en œuvre le principe de l'égalité homme-femme que sur celles qui améliorent la condition des femmes. Le Comité d'avis considère que l'étude doit être interprétée au sens large, une comparaison correcte n'étant possible qu'en analysant l'ensemble des mesures en vigueur dans un État membre.

2. Formulation claire des objectifs

Le Comité d'avis souligne que le passage relatif à l'«harmonisation vers le haut des droits des femmes» au point 3 suscite des questions concernant les objectifs de la résolution. Le but final n'est pas d'harmoniser les droits des femmes entre elles, mais bien d'aligner les droits des femmes sur ceux des hommes. L'harmonisation proposée n'est qu'un moyen d'atteindre cet objectif.

Le comité d'avis suggère également de remplacer dans le point 3 les mots «une harmonisation vers le haut des droits des femmes» par les mots «une harmonisation des droits des femmes vers le niveau le plus favorable».

3. Voie à suivre au niveau européen

Comme la force exécutoire est un élément indispensable pour obtenir certains droits, le Comité d'avis pense qu'il faut mener un débat sur la voie à suivre au niveau européen et sur la stratégie à mettre en place. Le Comité suggère d'appliquer la méthode ouverte de coordination comprenant une analyse annuelle de chaque État membre et la méthode de coopération renforcée.

woorden «meest voordelige niveau». Hij volgt de redenering van mevrouw Van de Casteele waar zij stelt dat rekening moet gehouden worden met de omkaderende maatregelen.

VI. ADVIES

Een aantal elementen komen tijdens de discussie naar voor :

1. Afbakening van het onderwerp van de studie

Punten 1 en 2 van de definitieve resolutie verdelen duidelijk de taken tussen het Belgische Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en het Europees Instituut voor gendergelijkheid. Het lijkt het Adviescomité wel raadzaam om het onderwerp van de studie en de analyse, waarover sprake in punt 1 en 2 van de resolutie, scherp af te bakenen. De resolutie zou moeten vermelden dat de studie handelt over zowel de wetgeving van de lidstaten die het gelijkheidsbeginsel man-vrouw willen toepassen, als die welke de toestand van de vrouwen wil verbeteren. Het Adviescomité meent dat de studie ruim moet opgevat worden, aangezien een correcte vergelijking enkel mogelijk is op basis van het volledige maatregelenpakket dat in een lidstaat van kracht is.

2. Heldere formulering van de doelstellingen

Het Adviescomité wijst erop dat de passage «harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau» uit punt 3 vragen oproept over de doelstellingen van de resolutie. Het uiteindelijke doel kan niet de harmonisering van de rechten tussen vrouwen onderling zijn, maar wel tussen de rechten van vrouwen en mannen. De vooropgestelde harmonisering is slechts een middel om dat doel te bereiken.

Het adviescomité stelt eveneens voor om in punt 3 de woorden «op het hoogst mogelijke niveau» te vervangen door de woorden «op het meest voordelige niveau».

3. Aandacht voor de te volgen Europese weg

Afdwingbaarheid is nodig om tot bepaalde rechten te komen. Het Adviescomité meent dan ook dat een debat over de te volgen Europese weg en de te hanteren strategie noodzakelijk is. Het comité geeft de open coördinatiemethode met een jaarlijkse analyse van elk land en de methode van versterkte samenwerking mee ter overweging.

VII. VOTES

L'avis a été adopté par 8 voix contre 1.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction présent rapport.

Les rapporteurs,

Margriet HERMANS.
Luc VAN DEN BRANDE.

Les présidents,

Fatma PEHLIVAN.
Philippe MAHOUX.

VII. STEMMINGEN

Het advies werd aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Margriet HERMANS.
Luc VAN DEN BRANDE.

De voorzitters,

Fatma PEHLIVAN.
Philippe MAHOUX.